

LIGNES DIRECTRICES

Évaluation des réalisations et des incidences du PDR en 2019

Août 2018

Droits d’auteur

© Union européenne, 2018.

Reproduction autorisée, moyennant mention de la source.

Citation recommandée:

COMMISSION EUROPÉENNE – Direction générale de l’agriculture et du développement rural – Unité C.4 (2018): Lignes directrices. Évaluation des réalisations et des incidences du PDR en 2019. Bruxelles, août 2018.

Clause de non-responsabilité:

Les renseignements et avis contenus dans les présentes lignes directrices sont ceux de l’auteur ou des auteurs et ne reflètent pas nécessairement la position officielle de la Commission européenne. La Commission ne garantit pas l’exactitude des données figurant dans les présentes lignes directrices. Ni la Commission ni quiconque agissant en son nom ne saurait être tenu responsable de l’usage qui pourrait être fait des informations contenues dans le présent document.

Le Helpdesk Évaluation est responsable de l’«évaluation» au sein du Réseau européen de développement rural (REDR) et fournit dans ce cadre une orientation sur l’évaluation des programmes de développement rural (PDR) et des politiques relevant de la compétence et de la supervision de l’unité C4 «Suivi et évaluation» de la DG AGRI de la Commission européenne (CE). Afin d’améliorer l’évaluation de la politique européenne de développement rural, le Helpdesk Évaluation assiste toutes les parties intervenant dans l’évaluation, en particulier la DG AGRI, les autorités nationales, les autorités de gestion des PDR et les évaluateurs, en favorisant l’élaboration et la diffusion de méthodes et d’outils appropriés, la collecte et l’échange de bonnes pratiques, ainsi que le renforcement des capacités et la communication avec les membres du réseau sur des questions liées à l’évaluation.

Des informations supplémentaires sur les activités menées par le Helpdesk Évaluation européen pour le développement rural sont disponibles en ligne sur le serveur Europa (https://enrd.ec.europa.eu/home-page\_fr).

Lignes directrices

ÉVALUATION DES RÉALISATIONS ET DES INCIDENCES DU PDR EN 2019

Août 2018

Table des matières

Remerciements 1

INTRODUCTION 2

1 Que faut-il communiquer concernant l’évaluation dans le RAM présenté en 2019? (Partie I) 3

1.1 Cadre juridique et objectif principal de l’évaluation en 2019 3

1.2 Comment établir des rapports sur les QEC en 2019? 6

1.3 Se préparer au RAM pour 2019 8

2 Méthodes d’évaluation des incidences du PDR (PARTIE II) 12

2.1 Choisir les approches d’évaluation appropriées pour évaluer les incidences du PDR 12

2.1.1. Comment utiliser les modèles logiques pour déterminer les approches d’évaluation appropriées? 12

2.1.2. Aperçu des approches recommandées pour évaluer les indicateurs d’impact de la PAC 23

Tableaux et schémas

Tableau 1 Orientations pour répondre aux QEC du RAM en 2019 7

Tableau 2 Liste de vérification des étapes recommandées pour l’évaluation en 2019 9

Tableau 3 Exemples d’approches recommandées pour évaluer les indicateurs d’impact de la PAC 24

Liste des acronymes

AFOM Atouts, faiblesses, opportunités, menaces

AG Autorité de gestion

ANC Zones soumises à des contraintes naturelles

AROPE Risque de pauvreté ou d’exclusion sociale

AT Assistance technique

ATT Effets moyens sur les bénéficiaires de l'intervention

BCAE Bonnes conditions agricoles et environnementales

BEE Bon état écologique

C Indicateur cible

CEA Comptes économiques de l’agriculture

CJ Critères de jugement

CMES Système commun de suivi et d’évaluation

Corine Coordination des informations sur l’environnement

COS Carbone organique du sol

CS Comité de suivi

DCE Directive-cadre sur l’eau

DG AGRI Direction générale de l’agriculture et du développement rural

DiD Différence de différences

DIRD Dépenses intérieures brutes de R&D

DLAL Développement local mené par les acteurs locaux

DN Directive «nitrates»

DP Fournisseur de données

DP Domaine prioritaire

DT Document de travail

EDGAR Base de données relatives aux émissions pour la recherche atmosphérique mondiale

EGC Équilibre général calculable

EM État membre

EMPA Enquête sur les méthodes de production agricole

ESDAC Centre européen de données sur les sols

ESI Fonds structurels et d’investissement européens

Ev Évaluateur

EvU Unité d’évaluation

FBI Indice des populations d’oiseaux en milieu agricole

Feader Fonds européen agricole pour le développement rural

GES Gaz à effet de serre

GNB Bilan brut des éléments nutritifs

GPE Groupe de pilotage «évaluation»

GPSM Appariement des scores de propension généralisés

GRIT Création de tableaux entrées-sorties régionaux

HVN Agriculture à haute valeur naturelle

I Indicateur d’impact

IAE Indicateurs agroenvironnementaux

ICC Indicateurs contextuels communs

IL Logique d’intervention

IO Analyse entrées-sorties

JRC Centre commun de recherche

LUCAS Enquête statistique aréolaire sur l’utilisation/l’occupation des sols

M Mesure

MAPP Méthode d’analyse d’impact des programmes et des projets

MCS Matrice de comptabilité sociale

MOS Matière organique du sol

NUTS Nomenclature des unités territoriales statistiques

ONG Organisation non gouvernementale

OP Organisme payeur

PAC Politique agricole commune

PAE Programme d’action pour l’environnement

PDR Programme de développement rural

PEI Partenariat européen d’innovation

PIB Produit intérieur brut

PRIP Prévention et réduction intégrées de la pollution

PSM Appariement des scores de propension

PTF Productivité totale des facteurs

QEC Questions d’évaluation communes

QESP Question d’évaluation spécifique à un programme

R Indicateurs de résultat

RAM Rapport annuel de mise en œuvre

RBH Réseau de bassins hydrographiques

RDD Méthode de régression sur la discontinuité

REA Revenu d’entreprise agricole

RFA Revenu des facteurs agricoles

RICA Réseau d’information comptable agricole

RRN Réseau rural national

RUSLE Équation universelle de pertes en sol révisée

SAU Superficie agricole utilisée

SEBI Rationalisation des indicateurs européens de la biodiversité

SFC Système commun de gestion partagée des fonds

SIG Système d’information géographique

SIGC Système intégré de gestion et de contrôle

SIPA Système d’identification des parcelles agricoles

TBE Évaluation fondée sur la théorie

TIC Technologies de l’information et de la communication

ToR Termes de référence

UAL Unité administrative locale

UE Union européenne

UGB Unité de gros bétail

UTA Unités de travail annuel

UTCAFT Utilisation des terres, changement d’affectation des terres et foresterie

UTF Unité de travail familial

VI Variables instrumentales

Remerciements

*Les présentes lignes directrices ont été rédigées par une équipe internationale d’experts en matière d’évaluation du développement rural composée de Jerzy Michalek (incidences sectorielles), Demetrios Psaltopoulos (incidences socioéconomiques), Marili Parisaki (méthodes qualitatives), Tomáš Ratinger (incidences sectorielles), Gerald Schwarz (incidences environnementales), Dimitris Skuras (incidences environnementales), Darko Znaor (incidences environnementales). Le groupe de travail thématique correspondant a été coordonné par le Helpdesk Évaluation sous la direction de Jela Tvrdonova et de Hannes Wimmer. Valérie Dumont, Myles Stiffler, Matteo Metta, Valdis Kudins et Harriet Mackaill-Hill ont soutenu les travaux d’élaboration des lignes directrices et ont assuré la qualité et l’aspect visuel de leur version finale.*

*Plusieurs experts ont joué le rôle de pairs évaluateurs (Rolf Bergs, Kit Macleod, Žymantas Morkvėnas). Des représentants de la DG Agriculture et développement rural se sont assurés de la cohérence des lignes directrices avec le cadre politique de l’Union européenne.*

*Des représentants des États membres ont formulé des observations sur les versions préliminaires des lignes directrices lors de la consultation de l’organe de réflexion en janvier et en avril 2018. Les membres du groupe d’experts chargé du suivi et de l’évaluation de la PAC ont formulé des observations sur la version finale en juin 2018.*

INTRODUCTION

Importance de l’évaluation

Les Fonds structurels et d’investissement européens (Fonds ESI) sont des **instruments publics** importants qui permettent de soutenir des actions liées aux priorités clés de l’Union européenne (UE). Ils sont attribués au moyen de programmes pluriannuels dans les États membres et les régions. Il est par conséquent dans l’intérêt des décideurs politiques et du public de savoir si cet argent est utilisé de manière responsable, s’il produit les résultats escomptés et si les interventions ciblent les bons bénéficiaires pour atteindre les objectifs stratégiques de l’UE.

L’**évaluation** est un outil permettant de mesurer l’efficacité, l’efficience, les résultats et les incidences[[1]](#footnote-1), la pertinence, la cohérence et la valeur ajoutée pour l’UE d’une politique afin de garantir sa transparence et l’obligation de rendre des comptes et, en fin de compte, d’améliorer sa conception. Dans le cadre dudéveloppement rural, deux étapes importantes d’évaluation sont prévues **au cours de la période de programmation 2014-2020**: la première en 2017, lorsque les parties intéressées évaluent les résultats de la politique et la deuxième en 2019 lorsque tant les résultats que les incidences de la politique seront mesurés. En outre, une évaluation ex post est réalisée **après la période de programmation**.

Objectif des lignes directrices

Le cadre juridique exige des États membres qu’ils rendent compte des résultats des programmes de développement rural (PDR) obtenus en 2019 au regard des objectifs du programme ainsi que de ses contributions à la stratégie de l’UE pour une croissance intelligente, durable et inclusive. Les rapports annuels de mise en œuvre (RAM) présentés en 2019 permettent de satisfaire cette exigence. Les évaluations devraient se pencher sur la contribution nette du programme à l’évolution des valeurs des indicateurs d’incidence de la PAC et apporter une réponse aux questions d’évaluation[[2]](#footnote-2).

Les présentes lignes directrices ont pour objectif d’**examiner les difficultés** liées aux activités d’évaluation pour le RAM en 2019; de **présenter des approches pratiques** permettant d’estimer les contributions nettes du PDR aux indicateurs d’impact communs de la PAC, et d’évaluer les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs au niveau de l’UE; et d’**apporter une aide pour répondre** aux questions d’évaluation communes (QEC) nº 22 à 30 et pour communiquer les résultats de l’évaluation à la Commission européenne dans les RAM présentés en 2019.

Structure et contenu des lignes directrices

Les présentes **lignes directrices NON CONTRAIGNANTES**, *intitulées «Évaluation des réalisations et des incidences du PDR en 2019»,* portent sur les éléments suivants:

* **PARTIE I** **(principalement à l’intention des autorités de gestion):** cette partie fournit des informations sur les exigences juridiques et explique la manière d'établir un rapport sur les QEC nº 22 à 30 en 2019. Elle comprend des références à d’autres orientations existantes.
* **PARTIE II** **(principalement à l’intention des évaluateurs):** cette partie offre un soutien méthodologique pour évaluer les indicateurs d’impact communs du pilier 2 (impacts sectoriels, environnementaux et socioéconomiques). Elle fournit des explications sur les logiques d’intervention, l’utilisation d’éléments d’évaluation supplémentaires, les exigences en matière de données et les unités d’évaluation, et elle guide le lecteur afin de l’aider à choisir les approches d’évaluation les plus appropriées pour dégager les contributions du PDR aux valeurs des indicateurs d’impact de la PAC. En outre, la partie II propose également des approches d’évaluation des contributions du PDR à la réalisation de la stratégie Europe 2020 et à l’innovation.
* **PARTIE III:** cette partie contient les fiches de réponse aux QEC nº 22 à 30.
* **PARTIE IV:** cette partie contientl’annexe technique dans laquelle figurent des informations plus détaillées sur les approches d’évaluation des indicateurs d’impact de la PAC ainsi qu’un glossaire de termes.

1. Quels sont les éléments devant être communiqués lors de l’évaluation qui fera l’objet du RAM présenté en 2019? (Partie I)
   1. Cadre juridique et objectif principal de l’évaluation en 2019

À partir de juin 2016 et chaque année jusqu’en 2024[[3]](#footnote-3), les États membres présentent à la Commission un rapport annuel de mise en œuvre (RAM). Le RAM fournit des informations concernant la mise en œuvre du PDR, ainsi que sur les progrès réalisés dans la mise en œuvre du plan d’évaluation[[4]](#footnote-4).

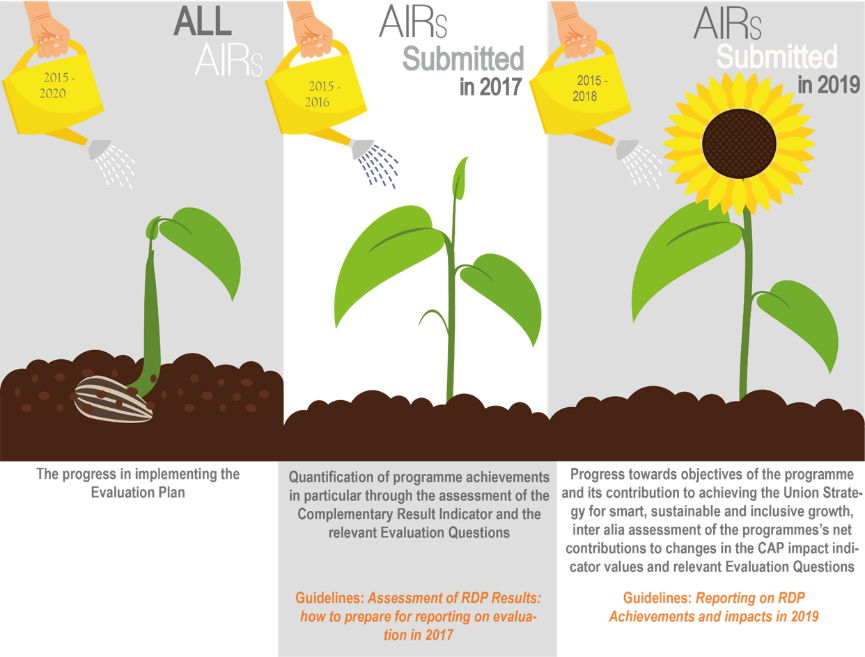
Le **RAM** **présenté en 2017** comprenait la quantification des réalisations du programme (au moyen de l’évaluation des indicateurs de résultat, notamment les indicateurs de résultat complémentaires). Des critères de jugement ont été utilisés pour interpréter les indicateurs de résultat et pour répondre aux QEC[[5]](#footnote-5) nº 1 à 21. Les *lignes directrices* [*«Évaluation des résultats du PDR: Comment établir le rapport sur l’évaluation en 2017*](https://enrd.ec.europa.eu/evaluation/publications/guidelines-assessment-rdp-results-how-prepare-reporting-evaluation-2017_fr) peuvent également soutenir ces activités et les rendre également pertinentes en vue de l’exercice 2019[[6]](#footnote-6).

Le **RAM** présenté **en 2019** exige d’actualiser les résultats de l’évaluation communiqués en 2017 et comprendra en outre:

* les résultats de l’évaluation des incidences du PDR, obtenus en calculant et en interprétant les valeurs nettes des indicateurs d’impact de la PAC;
* les contributions du PDR à la stratégie de l’UE pour une croissance intelligente, durable et inclusive ainsi que de la stratégie de l’UE en faveur de la biodiversité; et
* les réponses aux QEC relatives aux PDR 2014-2020 concernant les objectifs au niveau de l’UE (à savoir les QEC nº 22 à 30).

Le schéma suivant donne un aperçu des exigences principales en matière de rapports concernant l’évaluation dans les RAM tout au long de la période de programmation, comme indiqué dans le cadre juridique[[7]](#footnote-7) ainsi que dans les orientations qui y sont liées.

1. Établir le rapport sur l’évaluation [conformément à l’annexe VII du règlement (UE) nº 808/2014]



Source: Helpdesk Évaluation européen pour le développement rural (2018)

Le cadre juridique

Le cadre juridique et le système commun de suivi et d’évaluation (CMES) servent de base à l’évaluation des PDR.

**Le cadre juridique**[[8]](#footnote-8) constitue le fondement de l’évaluation des réalisations et des contributions du PDR aux objectifs stratégiques supérieurs de l’UE.

Les **dispositions générales** relatives à l’évaluation sont prévues dans le **règlement (UE) nº 1303/2013** et précisent le rôle de l’évaluation dans

* l’amélioration de la qualité de la mise en œuvre et de la conception des programmes; et
* l’évaluation de l’efficacité, de l’efficience et des impacts du programme[[9]](#footnote-9).

À cette fin, les États membres se dotent des **moyens nécessaires pour effectuer les évaluations** et veillent à ce qu’il existe des procédures de **production et de collecte des données nécessaires aux évaluations**, y compris des données relatives aux indicateurs communs et, le cas échéant, aux indicateurs spécifiques des programmes.

Les évaluations sont réalisées conformément au **plan d’évaluation** et leurs résultats font l’objet d’un suivi selon les règles spécifiques au fonds. Une évaluation porte, au moins une fois pendant la période de programmation, sur la manière dont le soutien accordé par les Fonds ESI a contribué à la réalisation des objectifs pour chaque priorité[[10]](#footnote-10).

Le **règlement (UE) nº 1306/2013** précise les exigences en matière de suivi et d’évaluation de la politique agricole commune (PAC)[[11]](#footnote-11). Il dispose que la Commission européenne garantit les performances de la PAC dans la réalisation de ses **objectifs communs**. L’effet combiné de tous les instruments de la PAC est mesuré et évalué sur la base des informations obtenues lors des activités de suivi et d’évaluation réalisées dans les États membres.Les objectifs communs sont mesurés et évalués sur la base d’**indicateurs d’impact communs** et les objectifs spécifiques sous-jacents sont évalués sur la base d'**indicateurs communs de résultat**. Les informations collectées sont fondées sur des sources de données reconnues, telles que le réseau d’information comptable agricole (RICA) et Eurostat. La Commission européenne tient compte des besoins en données et des synergies entre les sources de données potentielles, notamment de leur utilisation, le cas échéant, à des fins statistiques[[12]](#footnote-12).

**Le règlement (UE) 1305/2013 établit le** **système commun de suivi et d’évaluation**, ses objectifs[[13]](#footnote-13) et ses indicateurs communs[[14]](#footnote-14). Ces indicateurs sont relatifs à la situation de départ (indicateurs de contexte) ainsi qu’à l’exécution financière, aux réalisations, aux résultats et à l’incidence du programme. Les indicateurs communs sont fondés sur les données disponibles et liés à la structure et aux objectifs du cadre politique du développement rural et permettent l’évaluation de l’état d’avancement, de l’efficience et de l’efficacité de la mise en œuvre des politiques au regard des objectifs généraux et spécifiques fixés au niveau de l’Union, au niveau national et au niveau du programme.

Les incidences des programmes de développement rural sont évaluées à l’aide d’indicateurs d’impact communs (supplémentaires et propres au programme). **L’évaluation des incidences du programme relève de la responsabilité de chaque État membre.**

Les éléments d’évaluation communs

Le CMES fait partie du cadre commun de suivi et d’évaluation de la PAC (CMEF)[[15]](#footnote-15) et comprend plusieurs documents d’orientation concernant l’utilisation de questions d’évaluation communes et d’indicateurs dans le cadre du suivi et de l’évaluation de la politique de développement rural. Le **règlement d’exécution (UE) nº 808/2014[[16]](#footnote-16)** de la Commission décrit le CMES plus en détail et précise ses éléments:

* une logique d’intervention indiquant les interactions entre les priorités, les domaines prioritaires et les mesures;
* un ensemble d’indicateurs communs de contexte, de résultat et de réalisation, y compris les indicateurs à utiliser pour l’établissement d’objectifs chiffrés en ce qui concerne les domaines prioritaires du développement rural[[17]](#footnote-17);
* des questions d’évaluation communes[[18]](#footnote-18);
* la collecte, le stockage et la transmission des données;
* des rapports réguliers sur les activités de suivi et d’évaluation[[19]](#footnote-19);
* le plan d’évaluation[[20]](#footnote-20);
* les évaluations ex ante et ex post et toutes les autres activités d’évaluation liées au programme de développement rural, y compris celles qui sont nécessaires pour répondre aux exigences supplémentaires des rapports annuels de mise en œuvre présentés en 2017 et 2019[[21]](#footnote-21);
* un soutien pour permettre à tous les acteurs responsables du suivi et de l’évaluation de satisfaire à leurs obligations[[22]](#footnote-22).

La Commission européenne fournit également des **fiches** détaillées pour chacun des indicateurs communs devant être communiqués dans le RAM de 2017 et 2019, dont les [16 indicateurs d’impact communs de la PAC](https://ec.europa.eu/agriculture/sites/agriculture/files/cap-indicators/impact/impact-indicators-fiches.pdf). La **fiche de chaque indicateur d’impact** contient un lien vers:

* son objectif stratégique respectif;
* la définition de l’indicateur;
* l’unité de mesure;
* la méthode/formule de calcul;
* les exigences en matière de données et les sources de celles-ci;
* le niveau et la fréquence de la collecte des données;
* les informations quant aux retards liés à la collecte des données.

**13 des 16 indicateurs d’impact communs de la PAC** sont utilisés dans le cadre de l’évaluation des incidences du PDR:

* I.01 Revenu d’entreprise agricole
* I.02 Revenu des facteurs agricoles
* I.03 Productivité totale des facteurs dans l’agriculture
* I.07 Émissions d’origine agricole
* I.08 Indice des populations d’oiseaux en milieu agricole
* I.09 Agriculture à haute valeur naturelle
* I.10 Captage d’eau dans l’agriculture
* I.11 Qualité de l’eau
* I.12 Matière organique dans le sol des terres arables
* I.13 Érosion du sol par l’eau
* I.14 Taux d’emploi en milieu rural
* I.15 Niveau de la pauvreté en milieu rural
* I.16 Produit intérieur brut (PIB) par habitant en milieu rural
  1. Comment établir des rapports concernant les QEC en 2019?

En 2019, les États membres établissent des rapports concernant les résultats de leur évaluation en répondant à l’ensemble des questions d’évaluation pertinentes communes et spécifiques à un programme dans chacune des sections des RAM correspondantes.

Comme pour les QEC nº 1 à 21, les réponses aux QEC relatives aux objectifs au niveau de l’UE (QEC nº 22 à 30) devraient être fondées sur les éléments probants issus des résultats de l’évaluation. Les jugements concernant le succès des interventions sont formulés à l’aide de critères de jugement et mesurés grâce à des indicateurs d’impact communs et supplémentaires ainsi qu’à des indicateurs relatifs à la stratégie de l’UE pour une croissance intelligente, durable et inclusive. En outre, des informations qualitatives peuvent être recueillies afin de répondre aux questions d’évaluation si les données sont rares.

Quelles sont les étapes générales pour répondre aux questions d’évaluation?

Il est recommandé de suivre les étapes générales suivantes pour élaborer les réponses aux QEC nº 22 à 30:

* évaluer la logique d’intervention du programme en rapport avec les objectifs de la stratégie Europe 2020/de la PAC, la/les priorité(s) en matière de développement rural, le/les domaine(s) prioritaire(s) et les mesures pour chaque question d’évaluation commune;
* définir les critères de jugement et les lier aux indicateurs d’impact communs (et supplémentaires) devant être utilisés pour répondre à la question d’évaluation;
* choisir des méthodes quantitatives et qualitatives qui permettent d’évaluer les valeurs nettes[[23]](#footnote-23)  des indicateurs d’impact.
* fournir des valeurs quantitatives pour les indicateurs de résultat et d’impact, ainsi que des résultats qualitatifs pour répondre aux questions d’évaluation;
* répondre aux questions d’évaluation.

Les étapes mentionnées ci-dessus sont similaires à celles proposées pour l’exercice d’évaluation 2017. Toutefois, en 2019, de nouvelles difficultés peuvent survenir. Celles-ci sont expliquées en détail dans la partie II des lignes directrices.

Où trouver les orientations relatives aux QEC auxquelles répondre en 2019?

Les présentes lignes directrices fournissent des informations détaillées sur la manière de répondre aux questions d’évaluation communes liées aux QEC nº 22 à 30 sur les objectifs au niveau de l’UE. Lorsque cela est nécessaire, les lignes directrices renvoient à d’autres orientations pertinentes, comme indiqué dans le tableau 1.

Les orientations concernant les réponses aux questions d’évaluation communes sur les domaines prioritaires du développement rural, les synergies entre les programmes, l’assistance technique et les réseaux ruraux nationaux (QEC nº 1 à 21) se trouvent dans les documents suivants:

* *Lignes directrices* [*«Évaluation des résultats du PDR: comment établir le rapport sur l’évaluation en 2017»*](https://enrd.ec.europa.eu/sites/enrd/files/twg-01_rdp_results.pdf). Ce document indique de quelle manière établir le rapport sur les évaluations dans les RAM présentés en 2017 et au-delà. Les lignes directrices proposent des méthodes possibles pour évaluer les résultats des PDR en 2017, qui restent valables également pour 2019 en ce qui concerne les QEC nº 1 à 21.
* [*«Annex 11 - Fiches for answering Common Evaluation Questions for Rural Development Programmes 2014-2020»*](https://ec.europa.eu/sfc/en/system/files/ged/RDP_Annex%2011.pdf) («Annexe 11 - Fiches permettant de répondre aux questions d’évaluation communes pour les programmes de développement rural 2014-2020»)*.* Ce document fournit un soutien technique concernant la manière de répondre aux QEC nº 1 à 21. Il indique la logique d’intervention relative à chaque QEC, décrit des éléments d’évaluation utiles et propose des méthodes d’évaluation.

Le tableau 1 fournit un aperçu des documents les plus pertinents pour répondre aux QEC du RAM 2019:

1. Orientations pour répondre aux QEC du RAM en 2019

| **QEC** | **Document** | **Importance pour le RAM en 2019** |
| --- | --- | --- |
| nº 1 à 21 | [«Target indicator fiches for Pillar II (Priority I and II)»](https://ec.europa.eu/agriculture/sites/agriculture/files/cap-indicators/result/rd-target-indicators_en.pdf) | Indique, pour chaque indicateur, le rapport avec la priorité et le domaine prioritaire correspondants, la définition et l’unité de mesure, la méthode de calcul, les besoins en données et les sources de données, la fréquence de collecte des données et le moyen de transmission à la Commission européenne. |
| [«Complementary result indicators fiches for Pillar II»](https://ec.europa.eu/agriculture/sites/agriculture/files/cap-indicators/result/complementary-result-indicator-fiches-pillar-ii_en.pdf) | Contient des orientations similaires pour chacun des indicateurs de résultat complémentaires. |
| [Lignes directrices «Évaluation des résultats du PDR: Comment établir le rapport sur l’évaluation en 2017](https://enrd.ec.europa.eu/evaluation/publications/guidelines-assessment-rdp-results-how-prepare-reporting-evaluation-2017_fr) (annexe 11 distincte) | Propose des moyens d’établir le rapport sur les évaluations dans les RAM présentés en 2017, de mener les activités d’évaluation et des méthodes sur lesquelles s’appuyer pour répondre aux QEC nº 1 à 21. |
| [Lignes directrices: évaluation de l’approche LEADER/DLAL](https://enrd.ec.europa.eu/evaluation/publications/evaluation-leaderclld_fr) | Explique de quelle manière il convient d’évaluer les contributions primaires et secondaires de l’approche LEADER/DLAL à l’égard des domaines prioritaires du développement rural. |
| [Lignes directrices «Évaluation de l’innovation dans les programmes de développement rural 2014-2020»](https://enrd.ec.europa.eu/evaluation/publications/evaluation-innovation-rural-development-programmes-2014-2020_fr) | Fournit des informations sur l’évaluation de l’innovation en rapport avec les domaines prioritaires 1A et 1B et sur le soutien en faveur de l’innovation au moyen des activités des réseaux ruraux nationaux. En outre, il fournit une aide pour répondre aux QEC nº 1, 2 et 21 du point de vue de l’innovation. |
| nº 22 à 30 | [«Impact indicators fiches»](https://ec.europa.eu/agriculture/sites/agriculture/files/cap-indicators/impact/2016-impact-indicators-fiches.pdf) | Fournit des informations sur les liens d’indicateurs avec les objectifs généraux de la PAC, la définition d’indicateurs, l’unité de mesure, la méthode/formule de calcul, les exigences en matière de données et les sources de données, la fréquence de collecte des données, les retards liés à la collecte de données et la localisation des données. |
| [Dernières données des indicateurs de contexte issues des États membres](https://ec.europa.eu/agriculture/cap-indicators/context_fr) | La Commission européenne fournit une mise à jour annuelle des données (sous réserve de disponibilité) pour les indicateurs de contexte communs sur la base des données communiquées par les États membres. |
| [Lignes directrices «Évaluation de l’innovation dans les programmes de développement rural 2014-2020»](https://enrd.ec.europa.eu/evaluation/publications/evaluation-innovation-rural-development-programmes-2014-2020_fr) | Fournit des informations sur l’évaluation des contributions du PDR à l’innovation et à l’objectif phare de la stratégie Europe 2020 d'investir 3 % du PIB de l’UE dans la recherche et le développement et l’innovation et sur la manière de répondre aux QEC nº 23 et 30. |
| [Informations sur la stratégie Europe 2020](http://ec.europa.eu/eurostat/web/europe-2020-indicators/europe-2020-strategy/targets) | La stratégie Europe 2020 sert de cadre de référence aux activités menées aux niveaux régional, national et de l’UE. Les gouvernements de l’UE ont fixé des objectifs nationaux afin de contribuer à atteindre les grands objectifs globaux de l’UE et établissent des rapports à leur sujet dans le cadre de leurs programmes nationaux de réformes annuels. L’Office statistique de l’UE, Eurostat, publie régulièrement des rapports d’avancement détaillés sur les objectifs ([publication intitulée «Smarter, greener, more inclusive? Indicators to support the Europe 2020 strategy](http://ec.europa.eu/eurostat/web/products-statistical-books/-/KS-EZ-17-001)») qui suivent les progrès réalisés par rapport aux objectifs de l'UE définis dans le cadre des trois priorités pour une croissance intelligente, durable et inclusive, ces priorités se renforçant mutuellement, et montrent l'état d'avancement dans les États membres. |
| nº 22, 23, 24, 25, 30 | [Informations sur les objectifs de la stratégie Europe 2020 pour chaque État membre](http://ec.europa.eu/eurostat/documents/4411192/4411431/Europe_2020_Targets.pdf) | Pour chaque État membre, Eurostat met régulièrement à jour les informations sur les objectifs nationaux en vue d’atteindre les grands objectifs de la stratégie Europe 2020. |
| [Context indicators fiches](https://ec.europa.eu/agriculture/cap-indicators/context/2016/2016-context-indicators-fiches.pdf) | 45 indicateurs de contexte communs de la PAC (divisés en 3 groupes – socioéconomiques, sectoriels et environnementaux) reflètent les aspects pertinents des tendances contextuelles générales de l’économie, de l’environnement et de la société. Ils sont susceptibles d’avoir une influence sur la mise en œuvre, les réalisations et les performances de la PAC. Les fiches relatives aux indicateurs contiennent une description des définitions, de la méthodologie et des sources de données. |
| Toutes les QEC | [Document de travail «Common evaluation questions for Rural Development Programmes 2014-2020»](https://enrd.ec.europa.eu/sites/enrd/files/uploaded-files/wp_evaluation_questions_2015.pdf) | Explique l’objectif et l’utilité des questions d’évaluation communes dans le CMES. Il décrit les différents types de questions d’évaluation et dresse la liste des critères de jugement et des indicateurs communs et supplémentaires pour les QEC nº 1 à 21. |

* 1. Se préparer au RAM pour 2019

En guise de préparation à l’évaluation des réalisations et des incidences du PDR en 2019, plusieurs parties prenantes à l’évaluation dans les États membres peuvent exécuter plusieurs étapes,[[24]](#footnote-24) ce qui permettra de garantir la haute qualité et la pertinence des résultats de l’évaluation pour leurs décideurs politiques.

Une proposition de liste de vérification est fournie dans le tableau 2 et contient les étapes nécessaires aux fins de l’évaluation en 2019. Elle comprend également des étapes préparatoires qui, si elles ne sont pas encore réalisées, peuvent encore l’être avant le lancement des activités d’évaluation en 2019. Le tableau 2 indique les responsabilités des différents acteurs qui peuvent participer aux activités d’évaluation au niveau des États membres: autorité de gestion (AG), comité de suivi (CS), organisme payeur (OP), unité d’évaluation (EvU) (le cas échéant), groupe de pilotage «évaluation» (GPE) (le cas échéant), évaluateurs (Ev), fournisseurs de données (DP) et autres parties prenantes pertinentes intervenant dans l’évaluation (O).

1. Liste de vérification des étapes recommandées pour l’évaluation en 2019

| Phase | Étape | Calendrier indicatif | Responsabilité (x) et participation (y)[[25]](#footnote-25) | | | | | | | |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| AG | OP | DP | EvU | GPE | Ev | CS | O |
| *Planification* | Mettre à jour les valeurs de référence des indicateurs de contexte communs (dans le PDR) | Dès que les données seront disponibles | x |  |  | y |  |  |  |  |
| Planifier des activités d’évaluation, des thèmes, des études, des modalités de collecte des données liées aux indicateurs d’impact communs dans le plan d’évaluation du PDR. | À partir de 2013 | x |  |  | y |  |  |  |  |
| Élaborer/mettre à jour (le document de) la planification de l’évaluation interne afin de préciser les thèmes et activités de l’évaluation (y compris les modalités relatives aux données pour dégager les indicateurs d’impact, pour collecter d’autres éléments probants, et les études connexes). | À partir de 2013 | x |  |  | y |  |  |  |  |
| *Préparation* | Mettre en place un groupe de pilotage «évaluation» volontaire afin de diriger le processus d’évaluation (réunions régulières). | Au début de la période de programmation | x | y | y | x | x |  |  | y |
| Évaluer la logique d’intervention du programme (objectifs, domaines prioritaires et priorités en matière de R&D, mesures). | Au début de la période de programmation et avant chaque évaluation | x |  |  | x | y | y |  |  |
| Mettre en place une compréhension commune des questions d’évaluation communes, développer des critères de jugement et les mettre en rapport avec des indicateurs communs (et supplémentaires). Garantir la cohérence au moment de lier les éléments d’évaluation avec la logique d’intervention du PDR. | Au début de la période de programmation et avant chaque évaluation | x |  |  | x | y | y |  |  |
| Élaborer des questions d’évaluation spécifiques au programme, si nécessaire. Les doter de critères de jugement et d’indicateurs propres au programme. Garantir la cohérence au moment de lier les éléments d’évaluation avec la logique d’intervention du PDR. | Au début de la période de programmation et avant chaque évaluation | x |  |  | x | y | y |  |  |
| Examiner les données existantes pour le calcul des indicateurs communs (et supplémentaires) afin de collecter les éléments probants nécessaires pour répondre aux QEC liées à la stratégie Europe 2020. Recenser les éventuelles lacunes en matière de données par rapport aux indicateurs choisis. | Au début de la période de programmation et avant l’évaluation | x | y | y | x | x | y |  | y |
| Discuter des approches d’évaluation possibles pour évaluer/dégager les indicateurs d’impact conformément aux données existantes. | Au début de la période de programmation et avant l’évaluation | x |  |  | x | x | y |  |  |
| Rédiger les termes de référence et soumettre l’évaluation à un appel d’offres (sous forme de contrats d’évaluation continue ou d’évaluation unique pour 2017 et 2019). | Au début de la période de programmation ou en 2016 et 2018. | x |  |  | y | y |  |  |  |
| *Structure* | Discuter des sources de données existantes et des lacunes en matière de données avec les évaluateurs. Convenir de la manière de combler les lacunes en matière de données. | 2016 et 2e et 3e trimestre 2018 | x | y | y | x | y | x |  | y |
| Discuter avec les évaluateurs des approches méthodologiques pour évaluer les incidences du PDR et pour dégager les indicateurs d’impact communs (et supplémentaires). | 2016 et 2e et 3e trimestre 2018 | x |  |  | x |  | x |  |  |
| *Observation* | Récolter des données et des informations sur les bénéficiaires en lien avec les indicateurs d’impact communs (et supplémentaires) et conformément aux méthodes proposées. | Dès le lancement du PDR jusqu’à la fin de 2018. | y | x | y | y |  | x |  | y |
| Récolter des données et des informations sur les non-bénéficiaires en lien avec les indicateurs d’impact communs (et supplémentaires) et conformément aux méthodes proposées. | Dès le lancement du PDR jusqu’à la fin de 2018. | x |  | y | y |  | x |  | y |
| Garantir la qualité des données recueillies tant dans la base de données des opérations qu’à partir d’autres sources (par exemple, RICA, office des statistiques, suivi environnemental, etc.) | En cours | x | x | x | x | y | x |  |  |
| *Analyse* | Réaliser l’évaluation et dégager les indicateurs d’impact conformément à l’approche d’évaluation proposée et aux méthodes d’évaluation choisies. | 1er trimestre 2019 |  |  |  | y |  | x |  |  |
| Garantir la qualité de l’analyse. | 1er trimestre 2019 | y |  |  | x | y | x |  |  |
| *Jugement* | Interpréter les résultats de l’évaluation à partir de l’analyse, développer les jugements sur la base des critères de jugement et répondre aux questions d’évaluation. | 1er trimestre 2019 |  |  |  | y |  | x |  |  |
| Formuler des conclusions en lien avec les jugements et élaborer des recommandations, si nécessaire. | 1er et 2e trimestre 2019 |  |  |  | y |  | x |  |  |
| Garantir la qualité des jugements. | 1er et 2e trimestre 2019 | y |  |  | x | y | x |  |  |
| *Élaboration des rapports* | Rédiger les rapports d’évaluation. | 2e trimestre 2019 | x | y |  | x | y | x |  |  |
| Présenter les résultats de l’évaluation au comité de suivi. | 2e trimestre 2019 | x |  |  | y | y | x | y |  |
| Remplir le modèle SFC du RAM (y compris les chapitres 2 et 7) et le présenter à la CE. | 2e trimestre 2019 | x |  |  | x |  | y |  |  |
| Publier le RAM et les rapports d’évaluation (et pas seulement le chapitre 7 du RAM) sur le site web public. | 2e, 3e et 4e trimestre 2019 | x |  |  | x |  |  |  |  |
| Rédiger les résultats de l’évaluation dans d’autres formats appropriés (par exemple un résumé à l’intention des citoyens) pour les différents groupes cibles. | 3e et 4e trimestre 2019 | x |  |  | x | y | y |  |  |
| Communiquer les résultats de l’évaluation aux groupes cibles. | 3e et 4e trimestre 2019 | x |  |  | x | y | y | y | y |
| *Suivi* | Répondre et donner suite aux conclusions et recommandations de l’évaluation afin d’améliorer la conception et la mise en œuvre du programme de développement rural. | À partir du 2e trimestre 2019 | x |  |  |  |  |  | y | y |

1. Approches d’évaluation des incidences du PDR en 2019   
   (PARTIE II)

La **PARTIE II** des lignes directrices non contraignantes «Évaluation des réalisations et des incidences du PDR en 2019» doit être lue dans le contexte de la **PARTIE III** (fiches de réponse aux QEC nº 22 à 30) et de la **PARTIE IV** (annexe technique) qui contient des informations complémentaires sur les approches d’évaluation proposées, des exemples d’indicateurs supplémentaires, une description détaillée des étapes de travail, le degré d’adéquation des approches d’évaluation proposées, les choses à faire et à ne pas faire ainsi qu’un glossaire.

* 1. Choisir les approches d’évaluation appropriées pour évaluer les incidences du PDR

L’évaluation et le dégagement des indicateurs d’impact communs du pilier II de la PAC en 2019 constituent des tâches difficiles qui soulèvent **plusieurs questions**:

* Comment les changements observés dans les zones rurales peuvent-ils être attribués aux interventions du PDR et quelles approches d’évaluation devraient être utilisées à cette fin?
* Quelles données provenant de sources existantes (par exemple suivi, bases de données régionales, nationales ou de l’UE) devraient être utilisées pour éclairer l’approche d’évaluation proposée?
* De quelle manière convient-il de se coordonner avec les fournisseurs de données?
* Comment garantir la qualité des données et veiller à combler les lacunes en matière de données?
  + 1. Comment utiliser les modèles logiques pour déterminer les approches d’évaluation appropriées?

Les modèles logiques peuvent guider l’évaluateur vers de nouvelles approches et une meilleure planification de la collecte de données, ainsi que dans le lancement d’un processus consistant à envisager des méthodes qui dépendent moins de la disponibilité des données (par exemple des méthodes qualitatives). Les modèles logiques peuvent également aider les autorités de gestion à améliorer la planification et la prédiction des résultats de l’évaluation dans un contexte donné (données, budget et échéance de l’évaluation).

 Les modèles logiques sont des arbres de décisions qui peuvent aider les parties prenantes à élaborer une approche d’évaluation (contrefactuelle) et à choisir les méthodes les plus appropriées selon les données et informations disponibles.

Les modèles logiques fournissent un guide étape par étape pour la conception des approches d’évaluation dans le but de permettre une meilleure compréhension des:

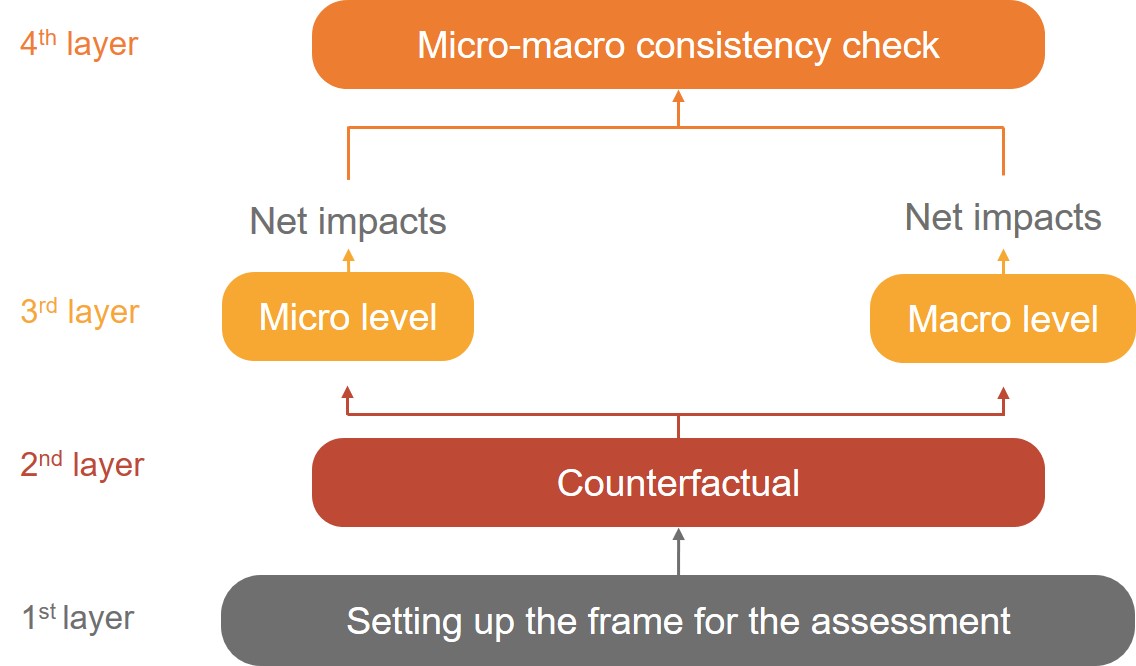
* **POSSIBILITÉS:** quelles sont les combinaisons de données/indicateurs/méthodes disponibles et adéquates pour répondre aux questions d’évaluation.
* **EXIGENCES:** quelles sont les données/méthodes/approches nécessaires pour évaluer les incidences nettes et répondre aux questions d’évaluation.
* **CONSÉQUENCES:** quelles sont les conséquences des décisions à différentes étapes sur les coûts et l’efficacité de l’évaluation.

Les modèles logiques exposés dans les présentes lignes directrices suivent l’approche élaborée par [ENVIEVAL](https://www.envieval.eu/)[[26]](#footnote-26) dans [*Methodological Handbook for the evaluation of environmental impacts of RDPs.*](https://www.envieval.eu/fileadmin/envieval/dissemination/deliverables/D9.5_Handbook_for_the_evaluation_of_environmental_impacts_of_RDPs.pdf) ENVIEVAL a élaboré et testé ces outils améliorés dans le cadre des incidences environnementales des programmes et mesures de développement rural dans les États membres de l’UE[[27]](#footnote-27).

Les niveaux du modèle logique

Un aperçu des **quatre niveaux du modèle logique** est présenté au schéma 2. Ce schéma indique, dans le **1er niveau**, de quelle manière établir le cadre d’évaluation. Cela nécessite de bien comprendre la place des incidences dans la logique d’intervention, les indicateurs disponibles et l’unité d’évaluation. Le **2e niveau** recense les options pour le scénario contrefactuel, en tenant compte des facteurs contraignants. Le **3e niveau** affine les options aux niveaux micro et macro afin d’évaluer les incidences nettes. Enfin, le 4**e** niveau vérifie la cohérence de l’analyse aux niveaux micro et macro en vue de valider les résultats.

1. Schéma simplifié des niveaux du modèle logique



Source: Helpdesk Évaluation européen pour le développement rural (2018), adapté de ENVIEVAL (2015): Methodological Handbook for the evaluation of environmental impacts of RDPs: Report D9.5. Bruxelles: Commission européenne.

Les niveaux du modèle logique servent de point de référence pour décrire les approches d’évaluation proposées pour les indicateurs d’incidence de la PAC (voir chapitres 2.2 à 2.9).

Établir le cadre d’évaluation (1er niveau)

Le cadre d’évaluation peut être élaboré en suivant les étapes suivantes:

 L’évaluation d’une incidence donnée (sectorielle, environnementale ou socioéconomique) commence par l’établissement d’un cadre d’évaluation cohérent. Ce cadre contribue à clarifier la place de l’incidence dans le cadre de la logique d’intervention et montre les indicateurs et les unités d’analyses à disposition pour la mesurer.

**Étape 1 -****Expliquer la logique d’intervention du CMES:** La logique d’intervention indique la hiérarchie des objectifs stratégiques en rapport avec les questions d’évaluation, les mesures et les domaines prioritaires pertinents, ainsi qu’**avec les indicateurs de réalisation, de résultat et d’impact connexes du CMES.** Les indicateurs sont évalués dans le contexte des données disponibles.

**Étape 2 - Choisir des indicateurs (de résultat et/ou d’impact) supplémentaires:** Ces indicateurs peuvent compléter les indicateurs obligatoires du CMES. **L’utilisation d’indicateurs supplémentaires est volontaire** et devrait être envisagée avec attention, en tenant compte des coûts, de la disponibilité des données, du caractère adapté et de la valeur ajoutée de l’évaluation. Les indicateurs supplémentaires peuvent être utiles pour quantifier les incidences et les résultats nets si les données relatives aux indicateurs communs ne sont pas suffisantes ou si les lacunes dans les indicateurs d’impact et de résultat communs ne sont pas comblées. Les indicateurs supplémentaires peuvent également être de nature qualitative (par exemple, degré de perception de l’évolution par les parties prenantes sur la base d’une échelle de Likert) pour compléter les éléments quantitatifs ou en l’absence d’autres éléments quantifiables.

**Étape 3 - Définir l’unité d’analyse (= la «plus petite partie d’un système organisé») dans le cadre de l’évaluation de niveau micro et macro (le cas échéant):** L’unité d’analyse au niveau micro pourrait être les exploitations agricoles, les parcelles, les communautés ou les régions. Au niveau macro, il pourrait s’agir d’un bassin hydrographique, d’une unité régionale ou de l’ensemble du territoire du PDR. Une fois l’unité d’analyse définie, l’indicateur peut mesurer l’évolution de la gestion des terres ainsi que les changements environnementaux, sectoriels ou socioéconomiques provoqués par les interventions du PDR. Les données correspondantes devraient être collectées pour la même catégorie d’unité et inclure les bénéficiaires du programme ainsi que les non-bénéficiaires.

Établir le scénario contrefactuel (2e niveau)

L’effet du programme indique la différence de valeur des réalisations spécifiques (par exemple, valeur ajoutée brute ou productivité du travail) pour la même catégorie d'unité, avec et sans programme. Cette définition est valable pour toutes les unités d’analyse (par exemple, personne, exploitation agricole, entreprise, parcelles de terre, communauté, village, région, zone de programmation ou pays) et toutes les réalisations (exprimées en termes d’indicateurs sectoriels, environnementaux ou socioéconomiques) qui peuvent être plausiblement liées au programme.

 Les effets du programme ne peuvent jamais être directement observés en raison de l’intervention d’autres facteurs et leur évaluation requiert par conséquent l’utilisation d’une analyse contrefactuelle.

Le 2e niveau permet à l’évaluateur de déterminer les scénarios contrefactuels qui peuvent être construits à l’aide des données disponibles. Il tient compte de plusieurs facteurs contraignants (par exemple, disponibilité limitée des données, contrats d’évaluation à court terme, capacité d’évaluation limitée) et contribue également à recenser des solutions viables constituant un deuxième meilleur choix (par exemple pour l’évaluation des incidences environnementales). Il importe de procéder à un examen systématique des options possibles permettant de concevoir un scénario contrefactuel, même en l'absence de données. Il fournit des informations précieuses sur les conditions à remplir pour appliquer un scénario contrefactuel solide et montre d’autres options (par exemple, comparaisons naïves des groupes, évaluations qualitatives).

Dans le modèle logique, le niveau du scénario contrefactuel est applicable aux évaluations de niveau micro et macro et est lié au choix de l’approche et des méthodes d’évaluation. **Il incombe à l’évaluateur du programme de décider à quel niveau (micro/macro) l’analyse des effets du programme est réalisée.** Cette décision dépendra des données disponibles et sera prise préalablement au choix de l’unité d’analyse pour laquelle des données (économiques, environnementales ou socioéconomiques) sont recueillies.

Les États membres ayant plusieurs PDR pourraient ne pas trouver dans les sources de données de l'UE (ex. Eurostat) les valeurs relatives aux indicateurs d'impact communs de la PAC au niveau de chaque PDR régional. Dans ce cas, la valeur régionale de l’indicateur (NUTS 2) peut être estimée sur la base des données nationales ou, si possible, en additionnant les données fondées sur les unités collectées au sein de chaque région respective (I.01, I.02, I.03).

 GUIDE RAPIDE nº 1: Comment appliquer le modèle logique pour recenser différentes options permettant de concevoir le scénario contrefactuel et décider de l’approche d’évaluation?

L’application des étapes de l’arbre de décisions au niveau du scénario contrefactuel fournit des orientations sur la manière de répondre aux questions clés suivantes dans le cadre de l’élaboration de ce scénario:

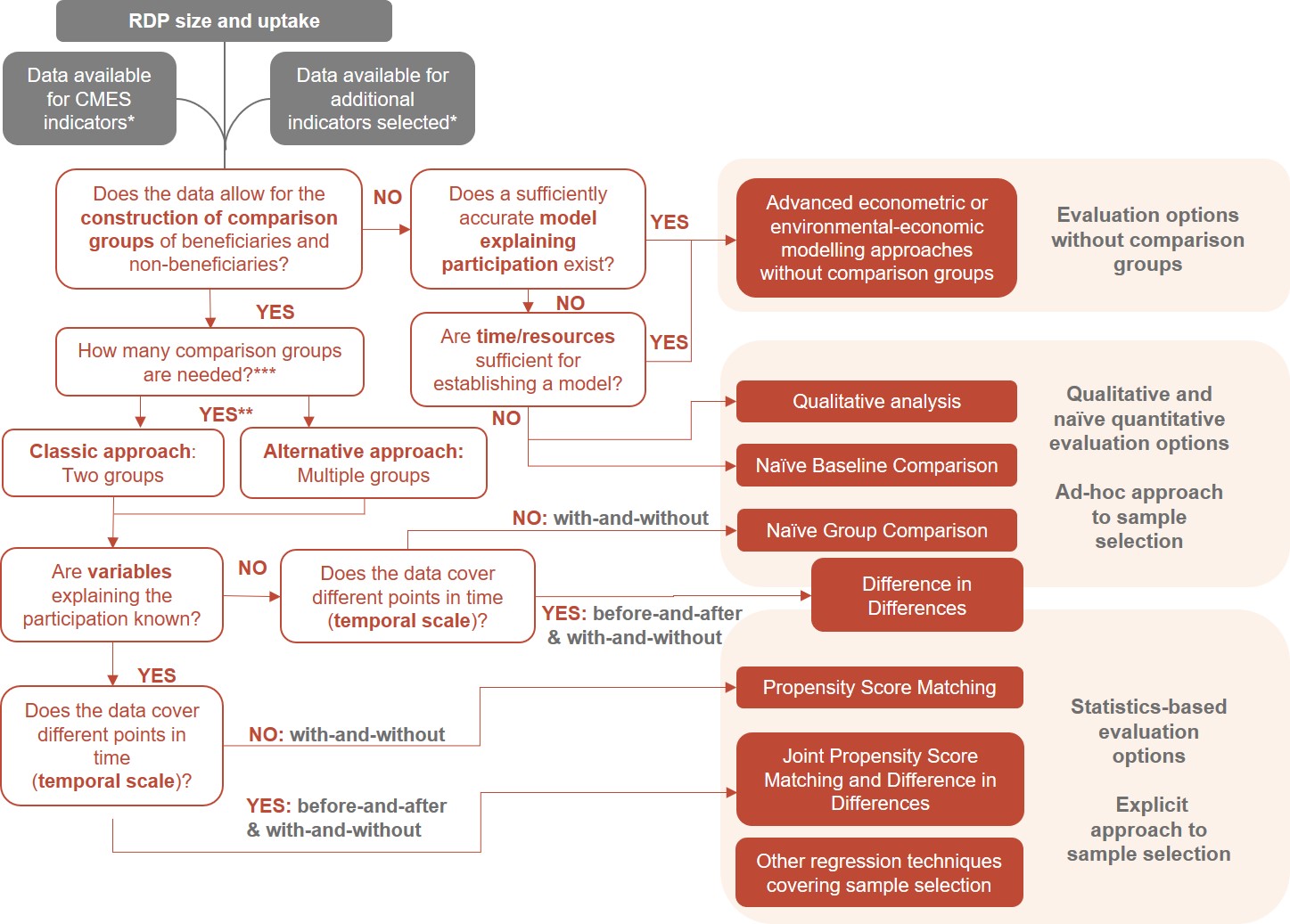
* Quelles sont les options disponibles pour établir un scénario contrefactuel?
* La mise en œuvre et l’utilisation des mesures permettent-elles de constituer un groupe de contrôle?
* Dans quelle mesure dispose-t-on de données sur d’autres facteurs influençant les indicateurs sélectionnés?
* Dispose-t-on de données pour les indicateurs sélectionnés à différents moments donnés (avant et après) pour les bénéficiaires et les non-bénéficiaires?
* Est-il possible d’utiliser des méthodes robustes fondées sur les statistiques afin de quantifier au moindre coût les effets nets des mesures évaluées?

1. odèle logique permettant de recenser les options pour établir le scénario contrefactuel

\* Suppose que l’indicateur utilisé concorde avec l’unité d’analyse (par exemple l’exploitation agricole ou la région).

\*\* Nécessite une population sous-jacente commune d’exploitations agricoles ou de régions -faisant l’objet d’une comparaison et des échantillons statistiquement représentatifs pour chaque groupe de comparaison.

\*\*\* Pour les facteurs déterminant le nombre le plus adapté de groupes de comparaison, voir ENVIEVAL (2015): [«Methodological Handbook»](https://www.envieval.eu/fileadmin/envieval/dissemination/deliverables/D9.5_Handbook_for_the_evaluation_of_environmental_impacts_of_RDPs.pdf). pages 24/25.



Source: adapté de ENVIEVAL (2015)

Le modèle logique débute par la description de l’utilisation du PDR et de la situation des données du point de vue des indicateurs d’impact (et de résultat) disponibles du CMES, mais aussi des indicateurs supplémentaires, dans le cas où ceux-ci auraient été sélectionnés (encadrés remplis sur fond gris foncé). Un ensemble de questions relatives à la décision (encadrés sur fond rouge) mènent aux options possibles pour établir le scénario contrefactuel (encadrés remplis sur fond rouge).

*Pour en savoir plus sur l’utilisation des modèles logiques, consultez le* [*projet de recherche ENVIEVAL au titre du 7e programme-cadre*](https://www.envieval.eu/) *et son* [*«Methodological Handbook for the evaluation of environmental impacts of RDPs»*](https://www.envieval.eu/fileadmin/envieval/dissemination/deliverables/D9.5_Handbook_for_the_evaluation_of_environmental_impacts_of_RDPs.pdf)

 GUIDE RAPIDE nº 2: Comment constituer un groupe de contrôle au niveau micro? (en rapport avec le 2e niveau)

L’analyse contrefactuelle au niveau micro devrait être fondée sur des comparaisons entre les groupes de contrôle des bénéficiaires du programme et des non-bénéficiaires, qui sont aussi similaires que possible (dans les dimensions observables et inobservables). Si les deux groupes sont statistiquement suffisamment similaires (ils partagent des caractéristiques similaires), alors on peut supposer qu’une différence dans les réalisations s’explique par le programme. L’analyse contrefactuelle permet d’établir une causalité (attribuer les changements observés dans les réalisations au programme), tout en éliminant les facteurs de confusion.

L’établissement d’un groupe de contrôle approprié peut être une tâche difficile en raison d’une solide autosélection et des conditions d’éligibilité strictes du programme. Les bénéficiaires du programme de l’évaluation, qui ont bénéficié du soutien du programme, peuvent grandement différer des non-bénéficiaires à la fois du point de vue des caractéristiques structurelles, ainsi que des performances économiques, environnementales et socioéconomiques.

L’établissement d’un groupe de contrôle approprié s’effectue de la manière suivante:

* **Étape 1:** trouver un échantillon de bénéficiaires du PDR (par exemple, exploitations agricoles/agriculteurs/entreprises non agricoles/communautés/zones/régions) dans une base de données disponible (par exemple, RICA) et utiliser le système de suivi du PDR comme point de référence (par exemple, la base de données d’un organisme payeur).
* **Étape 2:** choisir dans l’ensemble des unités pertinentes incluses dans la base de données ceux qui au cours de la même période n’ont pas bénéficié d’un soutien des mesures du PDR («non-bénéficiaires»).
* **Étape 3:** préselectionner dans le groupe de non-bénéficiaires les unités qui ne remplissaient PAS les conditions d’éligibilité du programme (pour des raisons de revenu élevé, de taille, de localisation, etc.) et les supprimer de l’analyse.
* **Étape 4:** collecter des données pour toutes les unités dans les deux groupes (bénéficiaires et non-bénéficiaires) quant à leurs caractéristiques principales (variables) pour l’année 2013 (soit avant le programme). Il convient de noter que les variables comprises dans l’analyse devraient affecter à la fois la sélection d’une unité ainsi que les indicateurs calculés au niveau micro (indicateurs d’impact communs et supplémentaires). L’une des variables proposées (utilisée comme variable de contrôle importante) peut être: i) le niveau de soutien reçu par une unité donnée («bénéficiaire» et «non-bénéficiaire») au cours de la période de programmation précédente (2007-2013) et/ou ii) le niveau de soutien reçu par une unité donnée («bénéficiaire» et «non-bénéficiaire») à partir d’autres sources publiques (par exemple les fonds structurels de l’UE, pilier 1) au cours de la période d’analyse.
* **Étape 5:** appliquer des techniques appropriées (par exemple l’appariement) qui permettent de déterminer, dans l’échantillon de «non-bénéficiaires» (voir: étapes 2 et 3) un «groupe de contrôle» adapté (certains «non-bénéficiaires» et/ou «bénéficiaires» seront écartés de l’analyse en raison d’un manque d’unités de contrôle adéquates).
* **Étape 6:** vérifier statistiquement la «similarité» des deux groupes avant de recevoir le soutien du programme, (par exemple en réalisant des essais statistiques sur les covariables comprises dans l’analyse). La valeur moyenne d’une unité dans le groupe de «bénéficiaires» ne devrait pas différer grandement de l’unité respective dans le «groupe de contrôle».

*Pour en savoir plus sur la conception des groupes de contrôle, l’appariement, etc., consultez les* [*«Guidelines for ex post evaluation of 2007-2013 RDPs»*](https://ec.europa.eu/agriculture/sites/agriculture/files/evaluation/guidelines/2007-2013-ex-post_en.pdf)*, chapitre 4*

 GUIDE RAPIDE nº 3: Compromis dans le choix des méthodes d’évaluation

Dans les évaluations, les données non disponibles sont souvent considérées comme la principale contrainte limitant le choix des méthodes d’évaluation. L’application de techniques d’évaluation «naïves» (sans scénario contrefactuel) dans ces cas, toutefois, entraîne des faiblesses significatives en termes de crédibilité, de solidité,de validité et de rigueur méthodologique. Les parties prenantes sont par conséquent invitées à envisager des compromis entre la demande de données et le biais éventuel dans les résultats obtenus par des méthodes moins rigoureuses. Des méthodes d’évaluation qui garantissent une meilleure qualité des résultats ont tendance à être plus exigeantes en matière de données.

**Comparaison des méthodes** (légende: +++++ = score le plus élevé; + = score le plus bas):

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| Méthode | Crédibilité/rigueur, fiabilité, etc. | Capacité à réduire la sélection- et autres biais | Qualité de l’évaluation | Demande de données |
| Approche expérimentale | **+++++** | **+++++** | **+++++** | **+++** |
| Approches quasi-expérimentales | **++++** | **++++** | **++++** | **++++** |
| Approches d’appariement (associées à la méthode DiD) | **++++** | **++++** | **++++** | **++++** |
| RDD | **+++** | **+++** | **+++** | **+++** |
| Méthode des variables instrumentales | **++++** | **+++** | **+++** | **+++** |
| Méthode DiD | **++** | **++** | **++** | **++** |
| Comparaisons avec des non-bénéficiaires au cours d’une période de temps donnée (approche naïve) | **+** | **+** | **+** | **++** |
| Comparaison avant-après des bénéficiaires du programme (approche naïve) | **+** | **+** | **+** | **+** |
| Approches qualitatives appliquées à l’estimation des résultats/incidences du programme | **++** | **++** | **++** | **+** |

*Pour en savoir plus sur les critères permettant de choisir des approches d’évaluation   
Consulter* les [*«Guidelines for ex-post evaluation of 2007-2013 RDPs»*](https://enrd.ec.europa.eu/news-events/news/ex-post-evaluation-rdps-2007-2013_fr)*, chapitre 4.3.4.2.*

Évaluation aux niveaux micro et macro et dégagement des incidences (3e niveau)

On utilise ensuite le **niveau micro ou macro** dans le modèle logique pour affiner les options d’évaluation. Le flux de travail pour les niveaux micro et macro mène l’évaluateur à des méthodes qui contribuent à une évaluation cohérente des **incidences nettes aux niveaux micro et macro[[28]](#footnote-28).** Pour la création de chacun des scénarios contrefactuels possibles, un modèle logique individuel au niveau micro est créé. Dans la conception de certaines évaluations, l'extrapolation des résultats obtenus au niveau micro constitue la base de l’évaluation effectuée au niveau macro. Dans la conception d’autres évaluations, les évaluations de niveau micro et macro se complètent mutuellement, ce qui nécessite un contrôle de cohérence.

 Les éléments quantitatifs devraient être interprétés de manière critique à l’aide d’une évaluation qualitative. En outre, l’évaluation qualitative peut également aider à compléter l’évaluation quantitative afin: a) d’évaluer le degré de représentativité des données disponibles, b) de recouper les résultats et c) d’explorer différentes dimensions du même phénomène.

L’application des étapes de l’arbre de décisions aux niveaux micro et macro aide à répondre aux questions suivantes dans la conception de l’approche d’évaluation:

* Dois-je appliquer une méthode environnementale, sectorielle (économique agricole) ou socioéconomique spécifique pour quantifier les changements dans les valeurs des indicateurs ou puis-je utiliser directement les valeurs des indicateurs tout en utilisant les méthodes contrefactuelles?
* Si une méthode spécifique devait être appliquée, les données sont-elles appropriées pour mettre en œuvre l’une des méthodes disponibles pour une évaluation de l’incidence environnementale, sectorielle ou socioéconomique.
* Dois-je recueillir de nouvelles données primaires au moyen d’un échantillonnage statistique et quel en serait le coût?
* Est-il nécessaire de réaliser des tâches spécifiques pour améliorer la qualité de l’enquête/des données de suivi?
* Si je ne peux quantifier les changements dans les valeurs des indicateurs ou si le coût qui y est lié est trop élevé, quelles sont les autres méthodes (qualitatives) permettant d’évaluer les changements dans les valeurs des indicateurs?

 GUIDE RAPIDE nº 4: Comment évaluer les effets nets du PDR? (en rapport avec le 3e niveau)

L’évaluation des effets nets du programme au **niveau macro ou de la zone couverte par le programme** tout en utilisant le scénario contrefactuel peut être réalisée à l’aide de deux approches principales: La **première approche** est fondée sur une analyse micro et une extrapolation de ses résultats au niveau macro (mise à l’échelle). La **deuxième approche** utilise des instruments analytiques, tels que les modèles d’[équilibre général calculable](http://enrd.ec.europa.eu/enrd-static/app_templates/enrd_assets/pdf/evaluation/epe_master.pdf), d’équilibre partiel et économétriques spatiaux ou d’autres techniques de modélisation, dans lesquels les paramètres du modèle correspondants (par exemple, les coefficients de productivité ou d’émission) sont estimés économétriquement **en tenant compte** des liens de causalité solides, des éventuels biais liés à la sélection, de l’endogénéité et des dépendances spatiales. Cette approche comprend également l’association d’une approche «descendante» au niveau macro (par exemple des modèles d’une portée nationale ou régionale) pour évaluer les incidences du programme avec une approche «ascendante» au niveau micro pour évaluer les effets nets des différentes mesures ou des combinaisons de mesures.

Il convient de noter qu’indépendamment de l’approche choisie, l’analyse des effets nets d’un PDR n’est possible que si des données quantitatives suffisantes sont disponibles et si des techniques méthodologiques avancées sont appliquées. Le recours éventuel à des options d’évaluation quantitative naïve (par exemple, avant-après, utilisation de contrôles non appropriés, etc.) peut influencer significativement les résultats obtenus concernant les «incidences nettes» à la fois de manière positive ou négative.

Bien que la **première approche** (extrapolation d’une analyse au niveau micro à un niveau macro de la zone couverte par le programme macro) soit la plus facile et la plus prometteuse, nous en décrivons les étapes les plus importantes ci-dessous. L’approche consiste en cinq étapes principales applicables à la fois aux indicateurs d’incidence sectorielle ainsi qu’environnementale et socioéconomique. La différence fondamentale entre l’analyse de l’incidence nette du PDR menée dans ces trois domaines est la définition des unités sur laquelle l’analyse est fondée: par exemple, les exploitations (entreprises) agricoles ou les régions administratives (par exemple NUTS 4, NUTS 5, etc.) pour les indicateurs sectoriels; les parcelles de terre ou les petites régions géographiques (données spatiales régionales) pour les indicateurs environnementaux; et les régions administratives (par exemple, NUTS 3, NUTS 4 ou NUTS 5) pour les indicateurs socioéconomiques. Les étapes sont les suivantes:

**Étape 1:** Estimer les **effets directs** du PDR **sur les bénéficiaires au niveau micro**:

* 1. calculer au niveau micro, pour le groupe de bénéficiaires et le groupe de contrôle, la valeur moyenne des indicateurs d’impact communs et supplémentaires avant le soutien (par exemple au cours de l’année 2013) et après le soutien (par exemple en 2018 ou en 2019);
  2. calculer les indicateurs stratégiques spécifiques [par exemple les effets moyens sur les bénéficiaires de l'intervention (ATT)], en utilisant les indicateurs d’impact communs ou supplémentaires pertinents comme résultat. Calculer les **effets nets directs du PDR sur les indicateurs mentionnés** ci-dessus en combinant les effets moyens sur les bénéficiaires de l'intervention avec la méthode des doubles différences.
  3. réaliser une analyse de sensibilité des résultats obtenus.

**Étape 2:** Estimer les **effets indirects** du PDR **sur les bénéficiaires** **au niveau micro**. Encore une fois, les changements observés dans la valeur des indicateurs devraient être répartis entre les changements provoqués par le programme (effet total des contributions primaires et secondaires) et changements causés par d’autres facteurs. Les effets indirects du programme (par exemple substitution, déplacement, multiplicateur) du PDR devraient être calculés et présentés séparément.

Validation et contrôle de cohérence au niveau micro et macro (4e niveau)

**Étape 3:** Calculer les **effets indirects sur les non-bénéficiaires** **au niveau micro**. Ici, les changements observés dans la valeur des indicateurs devraient également être répartis en deux catégories: les changements provoqués par le programme (incidence globale des contributions primaires et secondaires) et les changements causés par d’autres facteurs. Cette étape renvoie aux prévisions selon lesquelles le soutien octroyé aux bénéficiaires des mesures du PDR peut avoir des effets sur l'équilibre général «attendus/inattendus» (par exemple des effets négatifs sur les non-bénéficiaires situés dans le voisinage proche des bénéficiaires du programme).

À cette étape de l’évaluation, une évaluation qualitative préliminaire est essentielle, car elle permet de présenter le point de vue précieux des initiés et peut mener à l’élaboration de questions d’évaluation spécifiques à un programme axées sur la performance du programme, en particulier en ce qui concerne les effets positifs, négatifs, attendus et inattendus sur les non-bénéficiaires. L’utilisation de questions d’évaluation spécifiques à un programme est volontaire, mais il convient d’y répondre si une question de ce type est formulée. Pour effectuer une analyse préliminaire des synergies ou des effets négatifs transversaux éventuels, les évaluateurs peuvent également avoir recours à des outils d’évaluation qualitatifs.

**Étape 4: Agréger les résultats et calculer les effets du PDR sur les indicateurs d’impact analysés au niveau macro et de la zone couverte par le programme.** À cette étape, l’évaluateur devrait calculer les effets directs nets du PDR sur les indicateurs d’impact au niveau de la zone couverte par le programme en appliquant des techniques d’extrapolation (c’est-à-dire en multipliant les micro-résultats moyens calculés au niveau micro par le nombre de bénéficiaires/non-bénéficiaires).

**Étape 5: Appliquer des méthodes qualitatives** pour contrôler et vérifier les résultats obtenus (triangulation).

*Pour en savoir plus sur le dégagement des effets du programme, consulter les* [*«Guidelines for ex post evaluation of 2007-2013 RDPs»*](https://ec.europa.eu/agriculture/sites/agriculture/files/evaluation/guidelines/2007-2013-ex-post_en.pdf)*, chapitre 4.2 et chapitre 4.3.3 pour l’équilibre général calculable*

Dans le cas d’une évaluation quantitative ascendante, la cohérence est justifiée par l’extrapolation des données du niveau micro au niveau macro.

 Pour l’évaluation de l’incidence nette, il est important de vérifier la cohérence des résultats issus de l’évaluation aux niveaux micro et macro afin de les valider. La cohérence est établie lorsque les résultats obtenus aux deux niveaux ne sont pas contradictoires.

Pour les effets *directs* du programme sur les unités soutenues, les effets directs nets du programme calculés à l’aide des **indicateurs de résultat** devraient en principe être cohérents et indiquer la même tendance que les effets nets du programme calculés au moyen des indicateurs d’**impact**. Toutefois, selon la taille et le sens des effets indirects, les résultats au niveau macro peuvent, en principe, aussi présenter une incidence allant dans le sens opposé à celui des effets observés au niveau micro. Dans ces cas, cependant, ces incidences allant dans un sens opposé doivent être expliquées par des éléments de causalité et/ou quantifiés des effets indirects. Un contrôle de cohérence des résultats aux niveaux micro et macro nécessite une bonne compréhension des principaux facteurs ayant une incidence sur chaque indicateur.

En ce qui concerne les *effets indirects* du programme sur les exploitations agricoles bénéficiant ou non d’un soutien, les résultats microéconomiques, après leur agrégation, ne peuvent que donner une idée approximative de l’ampleur de tous les effets indirects possibles du PDR (y compris ceux calculés au moyen de modèles sectoriels). Cette approximation est principalement due à la difficulté de modéliser **l’ensemble** des effets indirects potentiels auxquels les unités bénéficiant ou non d’un soutien auraient pu «au moins théoriquement» être confrontées.

L’évaluation ascendante fondée sur l’agrégation de différentes sources de données avec des mesures et une terminologie différentes peut être source d’ambiguïté. L’une des principales difficultés liées au contrôle de cohérence pour les niveaux macro et micro est de déterminer le lien de causalité entre les changements et les incidences mesurés au niveau de l’exploitation ou de la parcelle et les changements et incidences enregistrés au-delà du changement de la délimitation de l’exploitation (par exemple, au niveau NUTS 3 et au niveau du programme). Dans ce contexte, il est important que les unités d’analyse et les échelles appliquées tiennent compte de l’échelle et du niveau auxquels les effets sont susceptibles de se produire. Le simple fait d’appliquer des limites administratives fixes peut fausser les résultats. Des efforts peuvent être réalisés pour appliquer des méthodes d’échantillonnage de manière cohérente à l’échelle du champ, de l’exploitation et du paysage pour tenir compte des différents types de taxonomie étudiés et des interactions entre les variables décrivant le climat, la topographie, l’utilisation du sol et les conditions socioéconomiques et du sol[[29]](#footnote-29). L’«approche ascendante», avec une zone étudiée au niveau de la parcelle ou du champ, permet d’obtenir des résultats grâce à la collecte de données à partir d’enquêtes spécifiques à un site selon des protocoles expérimentaux et de les extrapoler du niveau micro au niveau macro par des systèmes d’information géographique (SIG), des images satellites ou une analyse spatiale[[30]](#footnote-30).

|  |
| --- |
| GUIDE RAPIDE nº 5: Comment tirer le meilleur parti des approches qualitatives? |

Les **approches qualitatives** peuvent être appliquées avec un triple objectif:

* + 1. **Comme alternative aux méthodes quantitatives** en l’absence de données. Par exemple, l’évaluation qualitative fondée sur la théorie peut être utilisée pour indiquer de quelle manière et pour quelle raison le programme fonctionnera et devrait aboutir aux résultats escomptés. Ce type d’évaluation suit chaque étape de la logique d’intervention du programme en recensant les liens de causalité et les mécanismes de changement, pour aboutir aux résultats et aux incidences. Les différents liens de la logique d’intervention peuvent être analysés à l’aide de plusieurs méthodes. Dans les présentes lignes directrices, nous proposons des groupes de discussion (notamment la méthode MAPP) ou des entretiens avec des parties prenantes/experts.
    2. **En complément de l’évaluation contrefactuelle quantitative** pour mieux déterminer pourquoi et la manière dont les incidences ont été générées. Il convient de noter que l’évaluation qualitative fondée sur la théorie ne peut ni examiner l’«incidence nette» (c’est-à-dire la mesure dans laquelle le changement observé dans la zone couverte par le programme peut être attribué au programme) ni dissocier les effets du programme de la contribution d’autres facteurs.
    3. **Dans le cadre de la triangulation** pour valider les résultats des méthodes quantitatives.

*Pour en savoir plus sur l’évaluation fondée sur la théorie, consulter «*[*Investment Support under Rural Development Policy»*](https://ec.europa.eu/agriculture/sites/agriculture/files/evaluation/rural-development-reports/2014/investment-support-rdp/fulltext_en.pdf)*, chapitre 3.3.4 (CE, 2014) et, concernant la manière dont les méthodes qualitatives peuvent être utilisées pour collecter des données quantitatives,* [*«Distinguishing Between Types of Data and Methods of Collecting Them*](https://books.google.be/books?id=t-uPdSpvPBkC&pg=PP1&lpg=PP1&dq=distinguishing+between+types+of+data+and+methods+of+collecting+them,&source=bl&ots=G26OEW8m2A&sig=h528kvgUEhmDcInCs1LmMIXs8vI&hl=de&sa=X&ved=2ahUKEwjMvZynlc7cAhUSbFAKHaHWCLEQ6AEwBHoECAUQAQ#v=onepage&amp;q=distinguishing%20between%20types%20of%20data%20and%20methods%20of%20collecting%20them%2C&amp;f=false)*» (Hentschel, 1998).*

* + 1. Aperçu des approches recommandées pour évaluer les indicateurs d’impact de la PAC

Au cours de la période de programmation 2014-2020, l’évaluation des incidences du PDR sera réalisée pour la première fois en 2019, soit à un moment où les lacunes en matière de données peuvent encore poser problème pour plusieurs PDR, en raison de la faible utilisation ou de l’utilisation tardive de certaines mesures ou du manque de données statistiques à évaluer. Étant donné que les lacunes en matière de données compliquent grandement l’observation des incidences du PDR, les présentes lignes directrices proposent au moins deux approches différentes pour calculer chacun des indicateurs d’impact communs du deuxième pilier de la PAC.

* L’**approche A** constitue un bon exemple d’**approche d’évaluation dans une situation optimale en matière de données.** Elle peut être utilisée en 2019 et/ou faire l’objet d’une évaluation ex post. L’approche A est plus avancée que l’approche B et est également plus rigoureuse.
* L’**approche B** constitue un bon exemple d’**approche d’évaluation différente en cas de lacunes en matière de données** (par exemple, en raison de la lenteur dans l’adoption du programme, qui ne permet pas d’observer les incidences du PDR) ou si d’autres facteurs (ressources, temps, compétences) entravent l’application d’une approche plus poussée. Dans plusieurs cas, l’approche B comporte une composante qualitative.

**Les approches A et B sont conformes aux normes d’évaluation**. L’approche A est définie comme l’approche qui fournit les résultats d’évaluation les plus fiables dans une situation idéale en matière de données. Compte tenu de la situation en matière de données en 2019, il est reconnu que pour de nombreux PDR, l’approche A n’est pourtant pas la plus pratique (voir: tableaux sur le degré d’adéquation des approches d’évaluation proposées aux chapitres 4.1 à 4.7 de l’annexe technique). D’autres exemples de méthodes d’évaluation sont présentés dans les schémas respectifs du modèle logique pour chaque indicateur d’impact.

1. Exemples d’approches recommandées pour évaluer les indicateurs d’impact de la PAC

| **Code** | **Indicateur** | **Approche A**  Exemple d’approche dans une situation optimale en matière de données | | **Approche B**  Exemple d’approche différente dans une situation présentant des lacunes en matière de données | |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| *Niveau micro* | *Niveau macro* | *Niveau micro* | *Niveau macro* |
| **Incidences liées au secteur** | | | | | |
| **I.01** | **Revenu d’entreprise agricole** | Association entre les méthodes d’appariement des scores de propension avec la méthode des doubles différences (PSM-DiD) | Approches ascendantes extrapolant les résultats obtenus au niveau micro   Application d’un modèle sectoriel | Méthode de régression sur la discontinuité (RDD) | Approches ascendantes extrapolant les résultats obtenus au niveau micro |
| **I.02** | **Revenu des facteurs agricoles** |
| **I.03** | **Productivité totale des facteurs dans l’agriculture** |
| Incidences environnementales | | | | | |
| **I.07** | **Émissions d’origine agricole** | Techniques de régression et d’appariement | Appariement des scores de propension généralisés (GPSM) à l’aide de NUTS 3 ou d’autres données spatiales | Nulles | Valeurs de référence naïves  Comparaisons (y compris méthodes qualitatives) |
| **I.08** | **Indice des populations d’oiseaux en milieu agricole** | Appariement des scores de propension (PSM) et doubles différences (DiD) | Appariement des scores de propension (PSM) et doubles différences (DiD)  Modèles économétriques spatiaux aux zones biogéographiques | Analyse statistique de comparaisons ad hoc par paires ou de groupes de comparaison multiples au moyen de la méthode DiD associée à des évaluations qualitatives | Approches ascendantes extrapolant les résultats obtenus au niveau micro, accompagnées d’évaluations qualitatives |
| **I.09** | **Agriculture à haute valeur naturelle** |
| **I.10** | **Captage d’eau dans l’agriculture** | Techniques de régression et d’appariement pour I.10, I.11-1 et, selon les données disponibles, pour I.11-2 Simulation d’une «étude de cas» relative au réseau de bassins hydrographiques ou de sa sous-unité pour I.11-2 uniquement | Appariement des scores de propension généralisés (GPSM)   Méthodes économétriques spatiales | Méthodes qualitatives | Comparaisons naïves des groupes soutenues par des méthodes qualitatives |
| **I.11** | **Qualité de l’eau** |
| **I.12** | **Matière organique dans le sol des terres arables** | Évaluation de la matière organique du sol (MOS) sur la base d’une profondeur de sol comprise entre 0 et 60 cm | Nulle | Évaluation de la MOS  sur la base de programmes de suivi du sol simplifiés | Évaluation de la MOS fondée sur  la base de données LUCAS |
| **I.13** | **Érosion du sol par l’eau** | Techniques d’évaluation fondées sur les statistiques | GPSM économétrique spatiale soutenu par la DiD | Comparaisons naïves des valeurs de référence ou des groupes dynamiques | Évaluation quantitative naïve entre les unités spatiales et la moyenne nationale |
| Incidences socioéconomiques | | | | | |
| **I.14** | **Taux d’emploi en milieu rural** | Nul | Modèle d’équilibre général calculable (CGE) récursif dynamique   Appariement des scores de propension (PSM) et appariement des scores de propension généralisés (GPSM) | Nul | Analyse entrées-sorties (IO)  (soutenue par une analyse qualitative) |
| **I.15** | **Niveau de la pauvreté en milieu rural** |
| **I.16** | **Produit intérieur brut (PIB) par habitant en milieu rural** |

Le tableau ci-dessus présente, pour chacun des indicateurs d’impact du deuxième pilier de la PAC, un aperçu des approches d’évaluation recommandées pour l’évaluation aux niveaux micro et macro, qui sont décrites plus en détail aux chapitres 2.2 à 2.9 des lignes directrices, ainsi que dans l’annexe technique.

Les méthodes d’évaluation décrites dans les lignes directrices sont des exemples d’options possibles, mais il en existe d’autres. Les évaluateurs peuvent choisir d’autres approches pour évaluer les incidences du PDR, en tenant compte de la meilleure option pour recueillir des éléments solides, mais aussi en respectant la situation particulière du PDR concernant:

* l’ampleur du PDR;
* l’utilisation du PDR;
* la disponibilité et la qualité des données pour l’évaluation.

Les modèles logiques présentés dans les présentes lignes directrices devraient servir d’outils utiles aux évaluateurs pour recenser les options d’évaluation possibles dans un contexte réel donné.

1. Article 54 et article 56, paragraphe 3, du règlement (UE) nº 1303/2013. [↑](#footnote-ref-1)
2. Annexe VII du règlement (UE) nº 808/2014. [↑](#footnote-ref-2)
3. Article 75 du [règlement (UE) nº 1305/2013](http://eur-lex.europa.eu/legal-content/fr/ALL/?uri=CELEX:32013R1305). [↑](#footnote-ref-3)
4. [Lignes directrices intitulées «Establishing and implementing the Evaluation Plan of 2014- 2020 RDPs».](https://enrd.ec.europa.eu/sites/enrd/files/uploaded-files/twg-05-ep-june2015_0.pdf)  [↑](#footnote-ref-4)
5. [Annexe I, point 9, et annexe VII, point 7, du règlement d’exécution (UE) nº 808/2014 de la Commission](http://eur-lex.europa.eu/legal-content/fr/ALL/?uri=CELEX:32014R0808). [↑](#footnote-ref-5)
6. Le Helpdesk Évaluation a résumé les conclusions des RAM présentés en 2017 dans le [«Summary Report Synthesis of the Evaluation Components of the 2017 Enhanced AIR: Chapter 7»](https://enrd.ec.europa.eu/evaluation/publications/summary-report-synthesis-evaluation-components-2017-enhanced-air-chapter-7_fr). [↑](#footnote-ref-6)
7. Annexe VII du règlement (UE) nº 808/2014. [↑](#footnote-ref-7)
8. [Articles 67 à 79 du règlement (UE) nº 1305/2014](file:///C:\Users\wimmer\AppData\Local\Microsoft\Windows\INetCache\Content.Outlook\3TA5XJ7V\ur-lex.europa.eu\legal-content\EN\TXT\), [article 110 du règlement (UE) nº 1306/2013,](http://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=celex:32013R1306) [article 1, point a) et annexe I, du règlement (UE) nº 834/2014](http://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX:32014R0834), [article 14 et annexes IV, V, VI et VII, du règlement (UE) nº 808/2014](http://eur-lex.europa.eu/legal-content/fr/ALL/?uri=CELEX:32014R0808). [↑](#footnote-ref-8)
9. Article 54 du règlement (UE) nº 1303/2013. [↑](#footnote-ref-9)
10. Article 56 du règlement (UE) nº 1303/2013. [↑](#footnote-ref-10)
11. Article 110 du règlement (UE) nº 1306/2013. [↑](#footnote-ref-11)
12. Article 110, paragraphe 3 et article 110, paragraphe 4, du règlement (UE) nº 1306/2013. [↑](#footnote-ref-12)
13. Articles 67 et 68 du règlement (UE) nº 1305/2013. [↑](#footnote-ref-13)
14. Article 69 du règlement (UE) nº 1305/2013. [↑](#footnote-ref-14)
15. [Technical Handbook on the Monitoring and Evaluation of the Common Agriculture Policy 2014-2020, Commission européenne, juin 2017](https://ec.europa.eu/agriculture/sites/agriculture/files/evaluation/guidelines/2017-update-technical-handbook-monitoring-evaluation-framework_en.pdf). [↑](#footnote-ref-15)
16. Article 14 du règlement (UE) nº 808/2014. [↑](#footnote-ref-16)
17. Annexe IV du règlement (UE) nº 808/2014. [↑](#footnote-ref-17)
18. Annexe V du règlement (UE) nº 808/2014. [↑](#footnote-ref-18)
19. Annexe VII, point 2, du règlement (UE) nº 808/2014. [↑](#footnote-ref-19)
20. Annexe I, partie I, point 9, du règlement (UE) nº 808/2014. [↑](#footnote-ref-20)
21. Annexe VII, point 7, du règlement (UE) nº 808/2014. [↑](#footnote-ref-21)
22. Annexe VII du règlement (UE) nº 808/2014. [↑](#footnote-ref-22)
23. [Technical Handbook on the Monitoring and Evaluation of the Common Agriculture Policy 2014-2020, Commission européenne, juin 2017](https://ec.europa.eu/agriculture/sites/agriculture/files/evaluation/guidelines/2017-update-technical-handbook-monitoring-evaluation-framework_en.pdf). [↑](#footnote-ref-23)
24. Consulter les lignes directrices [«Évaluation des résultats du PDR: Comment établir le rapport sur l’évaluation en 2017»](https://enrd.ec.europa.eu/evaluation/publications/guidelines-assessment-rdp-results-how-prepare-reporting-evaluation-2017_fr) pour plus d’informations sur le cycle d’évaluation. [↑](#footnote-ref-24)
25. AG: autorité de gestion, CS: comité de suivi, OP: organisme payeur, EvU: unité d’évaluation (le cas échéant), GPE: groupe de pilotage «évaluation» (le cas échéant), évaluateurs (Ev), fournisseurs de données (DP) et autres parties prenantes pertinentes intervenant dans l’évaluation (O). [↑](#footnote-ref-25)
26. ENVIEVAL était un projet collaboratif de l’UE (convention de subvention nº 312071) qui a bénéficié du financement du 7e programme-cadre de l’Union européenne pour des actions de recherche, de développement technologique et de démonstration de janvier 2013 à décembre 2015. [↑](#footnote-ref-26)
27. Methodological Handbook for the evaluation of environmental impacts of RDPs: Report D9.5, Projet ENVIEVAL (convention de subvention nº 312071). Bruxelles: Commission européenne, Morkvenas Z, Navickas K, Gulbinas J, Jefanovas A, Schwarz G, Wolff A, Offermann F, Osterburg B, Aalders I, Miller D, Morrice J, Vlahos G, Smyrniotopoulou A, Artell J, Aakkula J, Toikkanen H, Povellato A, Longhitano D, Lasorella V, Balazs K, et al. (2015), p. 152. [↑](#footnote-ref-27)
28. Les étapes à suivre pour l’évaluation nette des incidences du PDR sont décrites plus en détail dans «[Guidelines for the ex post evaluation of 2007-2013 RDPs](http://enrd.ec.europa.eu/enrd-static/app_templates/enrd_assets/pdf/evaluation/epe_master.pdf)», aux chapitres 4.2.3 et 4.2.4. [↑](#footnote-ref-28)
29. Pour en savoir plus: «Landscape-moderated biodiversity effects of agri-environmental management: a meta-analysis», Proceedings. Biological sciences / The Royal Society, 278(1713): 1894–1902, Batáry P, Báldi A, Kleijn D, Tscharntke T, (2011). [↑](#footnote-ref-29)
30. Pour en savoir plus: «Organic farming at local and landscape scales benefits plant diversity», Ecography 33(3): 514- 522, Rundlöf M, Edlund M, Smith HG, (2009). [↑](#footnote-ref-30)